

**AVIS PUBLIC
PROCÉDURE D'ENREGISTREMENT**

RÈGLEMENT D'EMPRUNT NUMÉRO REG-384

**AUX PERSONNES HABLES À VOTER AYANT LE DROIT D'ÊTRE INSCRITES SUR LA LISTE
RÉFÉRENDAIRE DE LA VILLE DE BROSSARD**

AVIS EST DONNÉ QU'à sa séance tenue le 5 juillet 2016, le conseil municipal de la Ville de Brossard a adopté le règlement suivant :

**RÈGLEMENT REG-384 ORDONNANT DES TRAVAUX DE BOUCLAGE DU RÉSEAU D'AQUEDUC ENTRE
LES SECTEURS C ET L ET DÉCRÉTANT UN EMPRUNT DE 2 387 000 \$**

CE RÈGLEMENT A POUR OBJET :

D'ordonner des travaux de bouclage du réseau d'aqueduc entre les secteurs C et L de la Ville de Brossard, dans le cadre du projet de construction du pont d'étagement. Les travaux consistent à la construction d'une conduite d'aqueduc de 400 mm dia. (PVC DR-25) qui passera par forage directionnel sous l'autoroute 10. Les points de raccordement sont les réseaux d'aqueduc existants situés à l'intersection des boulevards du Quartier/Lapinière et du Quartier/Leduc. Il est à noter que cette conduite future est identifiée comme étant une conduite locale d'intérêt collectif en vertu du règlement CA-2014-203 modifiant la liste des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif annexée au décret 1214-2005 concernant l'Agglomération de Longueuil.

Le règlement comprend le montant pour les travaux de construction du projet uniquement puisque les sommes requises pour les honoraires professionnels et les études préparatoires sont incluses au règlement REG-318 assigné au projet de construction du pont d'étagement.

Le règlement autorise un emprunt ne dépassant pas 2 387 000 \$ pour une période de vingt (20) ans. L'emprunt (2 387 000 \$) sera remboursé au moyen d'une taxe à l'ensemble en fonction de l'évaluation des immeubles imposables.

Les personnes habiles à voter ayant le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la municipalité peuvent demander que ce règlement fasse l'objet d'un scrutin référendaire en inscrivant leurs noms, adresse et qualité et en apposant leur signature dans un registre ouvert à cette fin.

Pour ce faire, toute personne habile à voter doit en outre **établir son identité** en présentant, malgré toute disposition inconciliable, sa carte d'assurance maladie délivrée par la Régie de l'assurance maladie du Québec, son permis de conduire ou son permis probatoire délivré sur support plastique par la Société de l'Assurance automobile du Québec, son passeport canadien, son certificat de statut d'Indien délivré aux personnes inscrites au Registre des Indiens en vertu de la *Loi sur les Indiens* ou sa carte d'identité des Forces canadiennes délivrée en vertu de l'ordonnance OAF 26-3 du ministère de la Défense nationale.

Le registre sera accessible sans interruption de **9 h à 19 h, les 16, 17 et 18 août 2016**, au comptoir des Services juridiques situé au 1^{er} étage de l'hôtel de ville, 2001, boulevard de Rome, accès par l'entrée donnant sur le stationnement arrière. Le résultat de la procédure d'enregistrement sera annoncé à 19 h le 18 août 2016 ou aussitôt que possible après cette heure, à la date et à l'endroit mentionnés précédemment.

Le nombre de demandes requis pour que ce règlement fasse l'objet d'un scrutin référendaire est de **1 569**. Si ce nombre n'est pas atteint, le règlement sera réputé approuvé par les personnes habiles à voter.

Ce règlement peut être consulté au bureau de la soussignée, du lundi au jeudi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 15 à 16 h 30 et le vendredi de 8 h 30 à 12 h ou en communiquant avec le Service du greffe au numéro de téléphone 450 923-6308, en mentionnant le numéro du règlement concerné, afin d'obtenir toute information complémentaire.

**CONDITIONS POUR ÊTRE UNE PERSONNE HABLE À VOTER AYANT LE DROIT D'ÊTRE INSCRITE
SUR LA LISTE RÉFÉRENDAIRE DE LA VILLE**

Toute personne qui **le 5 juillet 2016** et au moment d'exercer ce droit, n'est frappée d'aucune incapacité de voter prévue à l'article 524 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* et qui remplit l'une des conditions suivantes :

- ▶ Être une personne physique domiciliée dans la Ville et, depuis au moins 6 mois, au Québec;
- ▶ Être depuis au moins 12 mois, le propriétaire unique non-résident d'un immeuble ou occupant unique non-résident d'un établissement d'entreprise situé dans la Ville ;

Toute personne physique doit également, le **5 juillet 2016**, être majeure et de citoyenneté canadienne et ne pas être sous curatelle.

Conditions particulières supplémentaires aux copropriétaires indivis d'un immeuble ou aux cooccupants d'un établissement d'entreprise

Tout copropriétaire indivis non-résident d'un immeuble ou cooccupant non-résident d'un établissement d'entreprise, qui n'est frappé d'aucune incapacité de voter et remplit, **le 5 juillet 2016** les conditions suivantes :

- ▶ **Être** depuis au moins 12 mois copropriétaire indivis non-résident d'un immeuble situé dans la Ville ou cooccupant d'un établissement d'entreprise situé dans la Ville **et**,
- ▶ **Être** désigné au moyen d'une procuration signée par la majorité des personnes qui sont copropriétaires ou cooccupants comme celle, qui a le droit de signer le registre en leur nom et d'être inscrit sur la liste référendaire de la Ville à titre de propriétaire de l'immeuble ou d'occupant de l'établissement d'entreprise. Cette procuration doit avoir été produite avant ou lors de la signature du registre.

Personne morale - désignation par résolution

La personne morale qui est une personne habile à voter ayant le droit d'être inscrite sur la liste référendaire de la Ville doit désigner parmi ses membres, administrateurs ou employés une personne qui le **5 juillet 2016** et au moment d'exercer ses droits, est majeure et de citoyenneté canadienne et qui n'est ni sous curatelle, ni frappée d'une incapacité de voter. La résolution prend effet lors de sa réception et demeure valide tant qu'elle n'est pas remplacée.

Sauf dans le cas d'une personne désignée à titre de représentant d'une personne morale, la personne qui est à plusieurs titres une personne habile à voter n'est inscrite qu'à un seul de ces titres, selon l'ordre prévu à l'article 531 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*.

Brossard, ce 10^e jour du mois d'août 2016.

Joanne Skelling, avocate, OMA
Greffière

For explanations in English regarding this public notice, please contact Services Brossard 450 923-6311.